



Bulletin Mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Août 2004

Les Principales Tendances

Situation des Charges et Ressources du Trésor

*

Hormis les tensions passagères sur la trésorerie de la mi-août, l'exécution des opérations du trésor a été menée, dans l'ensemble, dans de bonnes conditions tant par le niveau de réalisation de la Loi de finances que par rapport aux résultats de l'année précédente.

Recettes

*

Ainsi, les recettes ordinaires (71,4 MMDhs) ont été réalisées à concurrence de 67% des prévisions et augmentent à peine de 1,5 % par rapport à fin août 2003 étant donné le net recul des recettes non fiscales, en particulier celles liées aux opérations de privatisation.

Dépenses

*

Par contre, les dépenses ordinaires, établies à près de 64,8 MMDhs, sont en hausse de 5,2 % en raison du volume des dépenses de personnel, en augmentation +7% qui fait suite à la mise en œuvre des accords sociaux relatifs aux revalorisations et augmentations des indemnités de certaines catégories de fonctionnaires.

Comptes Spéciaux du Trésor

*

Quant aux dépenses en capital, elles se sont stabilisées à 12,5 MMDhs, soit 59% seulement de prévisions de la loi de finances et ont été couvertes à hauteur de 53% par les solde (6,6 MMDhs) des opérations ordinaires.

Dette Publique

*

De plus, si l'on considère le solde (7,3 MMDhs) des opérations initiées au titre des comptes spéciaux du trésor, le déficit global s'établit à 0,4 MMdhs.

Le financement intérieur, avec solde net de 7,0 MMDhs à fin août 2004, a été marqué par une reprise des levées sur le marché des adjudications; lesquelles dégagent un montant net de 16,3 Mdhs contre 6,1 MMDhs

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(hors TVA des Coll. Locales)

En Millions de Dirhams	Août 2003	LF 2004	Août 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>70 421</u>	<u>107 245</u>	<u>71 457</u>	<u>67</u>	<u>1</u>
<u>1.1- Recettes fiscales</u>	<u>56 665</u>	<u>83 268</u>	<u>60 562</u>	<u>73</u>	<u>7</u>
- Impôts directs	22 453	33 230	25 065	75	12
- Impôts indirects	23 080	34 468	24 028	70	4
- Droits de douane	7 256	10 218	7 516	74	4
- Enregistrement et timbres	3 876	5 352	3 953	74	2
<u>1.2- Recettes non fiscales</u>	<u>11 680</u>	<u>20 097</u>	<u>8 708</u>	<u>43</u>	<u>-25</u>
- Monopoles	3 862	5 676	5 800	102	50
- Domaine	97	178	109	61	12
- Autres recettes	2 029	2 243	2 040	91	1
- Privatisation	5 692	12 000	759	6	
<u>1.3- Recettes de certains CST</u>	<u>2 076</u>	<u>3 880</u>	<u>2 187</u>	<u>56</u>	<u>5</u>
- Fonds de soutien des prix	1 264	1 810	1 113	61	-12
- Fonds spécial routier	812	2 070	1 074	52	32
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	<u>61 638</u>	<u>100 439</u>	<u>64 841</u>	<u>65</u>	<u>5</u>
<u>2.1- Biens et services</u>	<u>47 987</u>	<u>79 410</u>	<u>51 034</u>	<u>64</u>	<u>6</u>
Personnel	34 610	53 567	37 012	69	7
Autres biens et services	13 377	25 843	14 022	54	5
<u>2.2- Intérêts de la dette</u>	<u>11 260</u>	<u>17 629</u>	<u>11 707</u>	<u>66</u>	<u>4</u>
Intérieure	9 041	14 548	10 044	69	11
Extérieure	2 219	3 081	1 663	54	-25
<u>2.3- Compensation</u>	<u>2 391</u>	<u>3 400</u>	<u>2 100</u>	<u>62</u>	<u>-12</u>
dont Fonds de soutien des prix	1 295	1 810	1 506	83	16
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	<u>8 783</u>	<u>6 806</u>	<u>6 616</u>	<u>97</u>	<u>-25</u>
<u>4- INVESTISSEMENT</u>	<u>12 492</u>	<u>21 306</u>	<u>12 484</u>	<u>59</u>	<u>0</u>
dont Fds Routier	498	2 070	568	27	14
<u>5- SOLDE DES CST</u>	<u>4 972</u>	<u>96</u>	<u>7 321</u>		<u>47</u>
<u>6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</u>	<u>1 263</u>	<u>-14 404</u>	<u>1 453</u>		<u>15</u>
<u>7- VARIATION INSTANCES</u>	<u>110</u>		<u>-1915</u>		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT.</u>	<u>1 373</u>	<u>-14 404</u>	<u>-462</u>		
<u>9- FINANCEMENT INTERIEUR</u>	<u>7 542</u>	<u>16 563</u>	<u>7 042</u>		
- Adjudications	21 656		16 319		
- BDT à 6 mois	-514		-400		
-Autres Emprunts	-4 820		-2 721		
- Dépôts au trésor	-5 071		-512		
- Compte courant à BAM	-2 194		-4 833		
-Autres Opérations	-1 515		-812		
<u>10- FINANCEMENT EXTERIEUR</u>	<u>-8 915</u>	<u>-2 159</u>	<u>-6 580</u>		
- Tirages et dons	6 423	6 203	2 074		
- Amortissement	15 338	8 362	8 654		



RECETTES ORDINAIRES

Millions de Dirhams	Août 2003	LF 2004	Août 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>56 665</u>	<u>83 268</u>	<u>60 562</u>	<u>73</u>	<u>7</u>
Impôts Directs	22 453	33 230	25 065	75	12
Impôts des patentes	269	300	258	86	-4
Impôt sur les sociétés	9 271	12 858	10 809	84	17
I.G.R	12 414	19 337	13 514	70	9
Taxe urbaine	60	80	63	78	4
Majorations de Retard	281	620	301	49	7
Autres Impôts directs	159	35	121	345	-24
Droits de Douane	7 256	10 218	7 516	74	4
Impôts Indirects	23 080	34 468	24 028	70	4
T.I.C	11 016	15 369	9 748	63	-12
- Tabacs manufacturés	3 849	5 424	3 480	64	-10
- Produits énergétiques	6 368	8 849	5 436	61	-15
- Autres	799	1 096	832	76	4
TVA	12 064	19 099	14 280	75	18
- Intérieure	5 244	8 913	6 523	73	24
- à l'importation	6 820	10 186	7 756	76	14
Droits d'Enregistrement & de Timbres	3 876	5 352	3 953	74	2
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>11 680</u>	<u>20 097</u>	<u>8 708</u>	<u>43</u>	<u>-25</u>
Produits de Domaine	97	178	109	61	12
Produits des monopoles	3 862	5 676	5 800	102	50
Recettes des Privatisations	5 692	12 000	759	6	
Fonds de Concours	140	0	155		11
Rec. en Atténuation de Dépenses	464	551	636	115	
Autres Produits	1 425	1 692	1 249	74	-12
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>2 076</u>	<u>3 880</u>	<u>2 187</u>	<u>56</u>	<u>5</u>
- Fonds de soutien des prix	1 264	1 810	1 113	61	-12
- Fonds spécial routier	812	2 070	1 074	52	32
<u>RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>70 421</u>	<u>107 245</u>	<u>71 457</u>	<u>67</u>	<u>1</u>

LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

Au terme des huit premiers mois de l'année 2004, les charges et ressources du trésor se sont soldées par un excédent ordinaire de 6,6 MMDhs couvrant ainsi plus de la moitié des dépenses d'investissement et un excédent du trésor à fin août 2004 de 1,5 MMDhs.

Cet excédent a contribué amplement à l'effort de réduction (-1,9 MMDhs) des arriérés, les sources de financement intérieur ont été sollicitées globalement à hauteur de 7,0 MMDhs pour faire face aux besoins de financement extérieur (-6,5 MMDhs).

Il est à signaler que contrairement aux mois précédents au cours desquels l'encours des dépôts au trésor s'est fortement amélioré, des retraits, parfois massifs ont été opérés durant le mois d'août.

Des levées importantes ont été effectuées sur le marché des adjudications dont l'encours s'est accru, à fin Août de 16,3 MMDhs

I - LES RECETTES ORDINAIRES

A fin Août 2004, les recettes ordinaires se sont établies à 71,4 MMDhs, soit une légère hausse de 1,5% malgré que les recettes fiscales aient augmenté de 7%, ce qui n'a pas été suffisant pour compenser la diminution des recettes non fiscales (-25%), en particulier celles relatives à la privatisation (0,8 MMDhs contre 5,7 MMDhs en 2003).

Il est à préciser que les recettes ordinaires hors privatisation sont en hausse de 9,2%.

I-1) LES RECETTES FISCALES

La performance des recettes fiscales (7%) est tirée, en grande partie, par le niveau des recettes réalisées au titre des impôts directs.

En effet, le volume des recettes d'impôts directs atteint 25 MMDhs, soit une augmentation de 12% par rapport à fin Août 2003 et un taux de réalisation par rapport aux prévisions de 75%.

Cette performance des impôts directs s'explique par la poussée des recouvrements réalisés au titre de l'Impôt sur les Sociétés. Celui-ci atteint 10,8 MMDhs réalisant ainsi une augmentation de 17% par rapport à fin août 2003.

Cette évolution s'explique plus par le rythme des recettes au titre des acomptes et des régularisations que par celui de la taxe sur le produit des actions (tpa) ou de la taxe sur le produit des placements à revenus fixes (tprf).

Par ailleurs, les recettes IS continuent à être dominées par les versements effectués au titre des activités liées aux télécommunications et au secteur bancaire.

Les recettes de l'impôt général sur le revenu se sont établies à 13,5 MMDhs contre 12,4 MMDhs à fin août 2003, soit une hausse de 9% et un taux de réalisation de 70% par rapport aux prévisions de la LF 2004. Elles se décomposent en retenues salariales du secteur étatique (30%), retenues salariales du secteur privé et semi-public (46%) et autres catégories: TPRPF/IGR, TPI/IGR, IGR sur rôles (24%).

DECOMPOSITION DES RECETTES AU TITRE DE L'IGR				
	2003	2004	Evolution En %	Structure IGR 2004
IGR TOTAL	12 414	13 514	9	100
1- RETENUES SALARIALES (1)	9 488	10 279	8	76
- Igr PPR	3557	4016	13	30
- Autres Retenues (2)	5 931	6 263	6	46
2- AUTRES	2 926	3 235	11	24

(1) Données provisoires
(2) Comprend toutes les autres catégories de retenues à la source (sect privé, sect semi-public, Coll. Loc. ...)

La hausse de 9% de l'IGR est le résultat essentiellement de l'évolution des retenues PPR (13%) qui fait suite à la hausse de la masse salariale (6,7%). Cette hausse est le résultat de la mise en application des réformes de statuts ou de la revalorisation d'indemnités de certaines catégories de fonctionnaires.

En ce qui concerne les recettes des droits de douanes, même si elles augmentent de 4%, elles continuent de ressentir l'effet de la poursuite du processus de démantèlement tarifaire qui se traduit, globalement, par une tendance à la baisse au fil des années.

Cette tendance s'accompagne, comme attendu, par une reprise des recettes de la TVA à l'importation qui atteignent cette année, des volumes record : 7,8 MMDhs contre 6,8 MMDhs à fin août 2003, soit une hausse de 14% dépassant ainsi largement l'accroissement annuel moyen (7,2%) des 4 dernières années 2000-2003.

Par ailleurs, dans le chapitre de la fiscalité indirecte, il y a lieu de noter que la hausse des recettes de la TVA à l'importation, conjuguée à la forte hausse (24%) des recettes de la TVA à l'intérieur, a contribué largement à compenser les diminutions enregistrées au niveau des TIC sur tabacs (10%) et sur produits énergétiques (15%) et, de ce fait, les recettes globales des impôts indirects n'ont progressé que de 4% par rapport à fin août 2003.

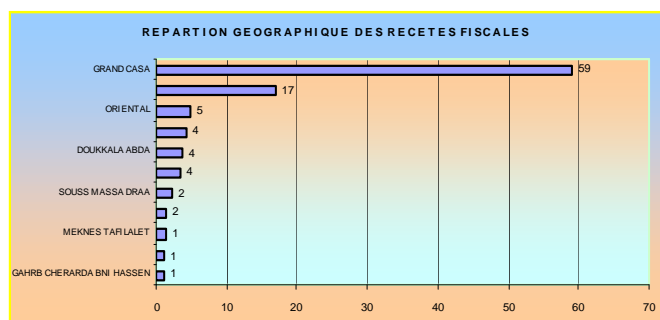
S'agissant de l'amélioration des recettes de la TVA à l'intérieur, celle-ci est induite principalement par l'importance des versements effectués par IAM, Barid-Al-Maghrib et la régie des tabacs.

L'amélioration des recettes de la TVA à l'intérieur s'explique également par l'importance des versements effectués par IAM, Barid-Al-Maghrib et la régie des tabacs.

Les **droits d'enregistrement et de timbre** ne se sont améliorés qu'à peine de 2% par rapport à l'exercice précédent, soit moins que le taux prévu initialement par la loi de finances et celui réalisé au cours des années antérieures.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RECETTES

La répartition des recettes fiscales réalisées au niveau des 16 Régions est caractérisée par une nette prédominance du Grand-Casablanca et de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer où plus 76% des recouvrements sont effectuées et ce, en raison de la concentration des grandes unités de production de biens et services qui y sont implantées.



I-2) LES RECETTES NON FISCALES

Le montant des **recettes non fiscales** n'a atteint que 8,7 MMDhs à fin août 2004 contre 11,7 MMDhs à fin août 2003, soit une diminution de 25%. Cette baisse s'explique par la faiblesse des recettes réalisées au titre des privatisations.

Néanmoins, il faut signaler l'importance des recettes réalisées au titre des produits de monopoles, en accroissement de 50%, dominées par les dividendes versés par IAM (3,4 MMDhs contre 1,3 MMDhs l'année précédente).

	Août 2003	L.F. 2004	Août 2004	Evol	Structure 04
BAM	1 513	1 649	1 428	-5,6	24,6
CDG	270	400	330	22,2	5,7
ONT	110	20			
IAM	1 375	1 270	3 380	145,8	58,3
ANCFCC		400	100		1,7
OCP	392	1 278	428	9,2	7,4
AUTRES	200	659	133	-33,5	2,3
TOTAL	3 860	5 676	5 799	50,2	100

Les recettes non fiscales intègrent aussi:

- i) les recettes en atténuation de dépenses de l'ordre de 636 MDhs, provenant des plus-values sur adjudications par assimilation,
- ii) les fonds de concours pour 155 MDhs,
- iii) la redevances gazoduc: 419 MDhs;
- iv) les intérêts sur placements et avances (221 MDhs)

I-3) AUTRES ELEMENTS D'EXPLICATION DE L'EVOLUTION DES RECETTES

Au vu des *données provisoires* arrêtées à fin août 2004, les **recettes brutes** réalisées au titre des impôts et taxes émis *par voie de rôles* (y compris la part des collectivités locales dans la TVA, l'impôt des patentes et la TU) ont atteint 8,3 MMDhs contre 6,8 MMDhs à fin août 2003 soit une augmentation de 21,9 % entraînée essentiellement par le rythme (23,7%) des recouvrements de la TVA.

	2003	2004	Evol en %
TVA	431	965	123,9
IS	662	847	27,9
IGR	1 543	1 909	23,7
AUTRES	4 240	4 664	10,0
TOTAL	6 876	8 385	21,9

Toutefois, compte tenu du montant des annulations et dégrèvements qui ont plus que doublé, les **recettes nettes sur rôles** n'augmentent que de 7,8%. En effet, le volume provisoire des annulations et dégrèvements est passé de 0,9 MMDhs à fin août 2003 à près de 1,9 MMDhs.

	fin Août 2003			fin Août 2004			Evol. En %
	Annul.	Rest.	Total	Annul.	Rest.	Total	
TVA	254	718	972	609	497	1 106	13,7
IS	175	306	481	426	448	874	81,7
IGR	104	12	116	310	37	347	199,1
AUTRES	372	33	405	603	8	611	50,8
TOTAL	905	1069	1974	1 948	990	2 938	48,8

II - LES DEPENSES

II-1) LES EMISSIONS

Au terme des huit premiers mois de l'année, les émissions de dépenses imputées au **budget général** de l'Etat ont atteint près de 92,3 MMDhs, soit un taux d'exécution de 61% et une hausse d'à peine 1% par rapport à l'année précédente. Ces émissions se décomposent en dépenses de fonctionnement (56%), dette

DEPENSES DU BUDGET GENERAL						
	Emissions 2003	L.F 2004	Emissions 2004	Taux	Evol.	structure
TOTAL	91 363	150 647	92 325	61	1	100
FCT	49 325	81 047	52 132	64	6	56
INV	11 995	27 974	11 796	42	-2	13
dont reports		8 779				
DETTE PUBL.	30 043	41 626	28 398	68	-5	31

a -LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les émissions relatives aux dépenses de fonctionnement du **budget général** sont en hausse de 6% par rapport à fin août 2003, sous l'effet conjugué des augmentations des dépenses de personnel (7%) et celles relatives aux subventions et transferts (18%).

Les dépenses exécutées au titre des charges communes se sont établies à 2,8 MMDhs et ont bénéficié principalement à la CMR (1,9 MMDhs contre 1,5 MMDhs en 2003).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	Emissions 2003	L.F 2004	Emissions 2004	Taux	Evol.
TOTAL	49 325	81 047	52 132	64	6
Personnel	34 610	53 567	37 012	69	7
Matériel	11 227	15 115	11 703	77	4
Subv /Trsferts (Charges Communes)	2 392	6 965	2 823	41	18
Compensation	1 096	1 590	594	37	-46
Dép imprévues		3 810			

b -LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits disponibles pour l'exercice 2004 sont évalués à 27,9 MMDH, dont 19,2 MMDhs de crédits ouverts par la LF et 8,8 MMDhs de reports. Ils ont fait l'objet d'émissions à concurrence de 42%, soit un montant de 12,6 MMDhs réparti entre les subventions et transferts (7,8 MMDhs) d'une part, et les projets initiés directement par les départements ministériels (3,9 MMDhs) d'autre part.

Les subventions et transferts sur charges communes, établies à 3,3 MMDhs ont été consacrées essentiellement à la dette des établissements publics (1,5 MMDhs) et aux concours divers (1,0 MMDhs).

Millions de Dhs	Août 03	L.F. 2004	Août 04	Taux	Evol %
TOTAL	11 994	27 974	11 796	42	-2
1- Investissements directs	3 705	12 561	3 957	32	7
2- Subventions et transferts	8 289	15 413	7 839	51	-5
a- Subventions & transferts sur Charges Communes	3 633	6 484	3 292	51	-9
-Dette des Établissements Publics	1 571	1 531	1 525	100	-3
-Augmentation du capital des établissements publics	464	1 372	544	40	17
-Concours divers	1 358	3 031	1 022	34	-25
-Ristournes d'intérêt & risque de change	240	550	201	37	
b- Autres subventions (Ministères)	4 656	8 929	4 547	51	-2

Les reports de crédits d'un montant de 8,8 MMDhs sont entièrement intégrés aux investissements directs des ministères

II-2) LES INSTANCES

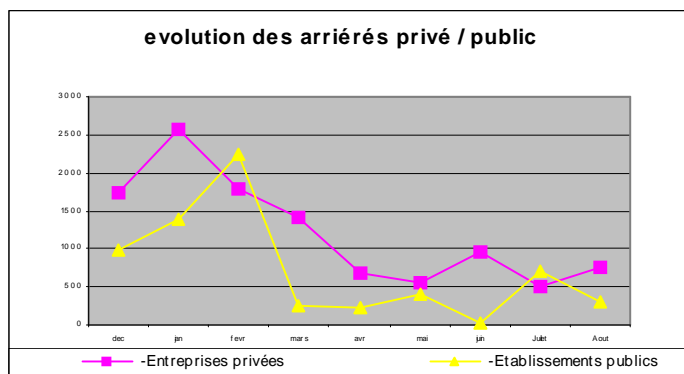
Le montant global des règlements effectués par les services centraux de la TGR à fin août 2004 s'élève à 137,0 MMDhs dont 53% au titre de la dette, 37% au titre du fonctionnement, 4% au titre de l'investissement et 6 % au titre des comptes spéciaux du Trésor.

Quant aux instances de visa et de règlement, elles sont passées de 2,7 MMDhs à fin décembre 2003 à 0,7 MMDhs à

	Règlements	Structure en %
Fonct	50 567	37
Invest	5 287	4
CST	8 061	6
Dette	73 131	53
Total	137 046	100

fin août 2004, soit une réduction de 1,9 MMDhs; laquelle a profité aussi bien aux partenaires privés que publics du trésor.

BENEFICIAIRES	fin Déc 03	Août 04
I - FONCTIONNEMENT	1 488	360
-Entreprises privées	1 055	341
-Etablissements publics	433	19
II - INVESTISSEMENT	521	146
-Entreprises privées	335	132
-Etablissements publics	186	14
III - COMPTES SPECIAUX	700	288
-Entreprises privées	337	258
-Etablissements publics	363	30
TOTAL	2 709	794



II-3) LES DELAIS D'ORDONNANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le délai d'ordonnement, correspondant à la période qui sépare la date de certification du service fait et celle d'émission de l'OP est en moyenne de 219 jours. Le délai moyen le plus élevé a été constaté pour les OP émanant des départements de la pêche, de l'éducation nationale, de la jeunesse, de l'industrie et des affaires étrangères.

Quant au délai de règlement, qui correspond à la période courue entre la date de réception de l'OP par la Trésorerie Principale et la date de son règlement, il est en moyenne de 39 jours à fin août 2004 contre 66 jours un an auparavant.

III -LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme des huit premiers mois de l'exercice 2004, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 19,1 MMDhs , soit un taux de réalisation de 80% des prévisions. Ces recettes concernent les comptes d'affectation spéciale (80%), le compte " part des collectivités locales dans le produit de la TVA" (6,1 MMDhs à fin août 2004) y occupe une place importante.

Pour leur part, les dépenses ont atteint 11,7 MMDhs, soit 49% des plafonds de charges autorisés et ont concerné principalement les comptes d'affectation spéciale (76%) et les comptes de dépenses sur dotations (22%).

Ainsi, le solde dégagé par l'ensemble des comptes spéciaux du trésor à fin août s'est établi à 7,4 MMDhs. Cet excédent, provisoire, s'explique par la faiblesse du rythme de consommation (39% seulement) des crédits ouverts au titre du compte spécial relatif à la part des collectivités locales dans la TVA.

IV-LA DETTE PUBLIQUE

IV-1) DETTE BUDGETISEE

A fin août 2004, les recettes d'emprunt se sont élevées à 45,1 MMDhs et ont été réalisées à hauteur de 137% en raison essentiellement du niveau des recettes réalisées au titre de la dette intérieure qui s'établissent à 43,7 MMDhs, soit 123% des prévisions de la LF 2004.

RECETTES D'EMPRUNT	LF 2004	Août 04	Taux Réal.
Total	36 580	45 083	123
Extérieur	4 780	1 419	30
Intérieur	31 800	43 664	137

Le montant des crédits ouverts au titre des dépenses en amortissements de la dette publique budgétisée a été réalisé à hauteur de 68% , soit 28,4 MMDhs réparties à raison de 7,4 MMDhs pour la dette extérieure et 21,0 MMDhs pour la dette intérieure.

	RECETTES			DEPENSES		
	LF 04	Août 04	Taux	LF 04	Août 04	Taux
C.A.S.	19 019	15 306	80	19 019	8 957	47
Part TVA des C L	8 185	6 120	75	8 185	3 193	39
Soutien p. alim.	1 810	1 113	61	1 810	1 506	83
Fds spécial routier	2 070	1 074	52	2 070	568	27
Fds dév. agricole	600	476	79	600	60	10
Fds. Equip. Lutte contre chom	567	250	44	567	0	0
Fonds emploi domanial	697	805	115	697	286	41
Autres	5 090	5 468	107	5 090	3 345	66
CPTES DE PRETS	338	213	63	180	31	17
Dpses sur Dotations	4 681	3 623	77	4 681	2 690	57
A.D.N	4 600	3 266	71	4 600	1 891	41
AUTRES CST	8	6	75	70	35	50
TOTAL	24 046	19 148	80	23 950	11 713	49

Millions de Dhs	Août 03	LF 2004	Août 04	Réal en %	Evol en %
Total	30 043	41 627	28 398	68,2	-5,5
Amortissement	18 783	23 998	16 691	69,6	-11,1
D. extérieure	11 740	8 362	5 704	68,2	-51,4
D. intérieure	7 043	15 636	10 987	70,3	56,0
Intérêts et Commissions	11 260	17 629	11 707	66,4	4,0
D. extérieure	2 219	3 081	1 663	54,0	-25,1
D. intérieure	9 041	14 548	10 044	69,0	11,1

Les charges en intérêts de la dette directe du Trésor, s'élevaient, pour leur part, à 11,7 MMDhs, dont 85% au titre de la dette intérieure. Elles sont en augmentation de 4% par rapport à fin août 2003

IV-2) DETTE HORS BUDGET

Au terme des 8 premiers mois de l'exercice 2004, les opérations de la dette extra-budgétaire ont généré un flux net négatif de 18,9 MMDhs en raison:

1) du flux net négatif de 19,5 MMDhs dégagé par la dette intérieure et résultant essentiellement des opérations réalisées sur le marché des adjudications (bons ≤ 2 ans).

2) du flux net positif de 0,5 MMDhs dégagé par la dette extérieure hors budget .

Dettes extra-budgétaires	Recettes	Dépenses	Flux
TOTAL	25 767	44 734	-18 967
A-Dette Intérieure	22 295	41 784	-19 489
Bons Adju (=ou< 2 ans)	18 473	37 562	-19 089
Bons du Trésor à 6 mois	3 822	4 222	-400
B-Dette Extérieure	3 472	2 950	522
Crédits Fournisseurs étrang.	502	378	124
Aide Balance des Paiem	0	1	-1
Blé Français	20	190	-170
Blé Américain	0	29	-29
Fonds monétaire arabe	363	388	-25
Comptes rééchelonnement	2 101	1 964	137
Fonds Hispano Marocain	70	0	70
Dettes onéreuses	0	0	0
Fonds Koweïtien	366	0	366
Fonds Italien	50	0	50

IV-3) ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

L'encours global de la dette du Trésor est de l'ordre de 307,3MMDhs, dont 73% au titre de la dette intérieure; Celui-ci a enregistré une augmentation de 6% par rapport à fin décembre 2003; à noter que pour le seul mois d'août, l'encours de la dette intérieure s'est accru de 4,7 %.

Millions de Dhs	Fin 2003	Fin Août 04	Evol (%)
TOTAL	297 854	307 289	3
Dettes extérieures	88 316	84 553	-4
Dettes intérieures	209 538	222 736	6
dont :			
Adjudications	197 101	213 420	8
E.Oblig & Conv.	7 926	6 092	-23
Emp. Nationaux	730	0	-100
BT à 6 mois	2 998	2 598	-13
Jeunes Promot.	480	330	-31
Autres	303	296	-2